

INDE

La croissance s'est modérée et devrait, dans un contexte économique mondial déprimé, rester relativement hésitante et dépendante à court terme de la consommation privée. L'accalmie n'a pas empêché l'inflation de demeurer constamment supérieure au niveau jugé confortable par la Banque de réserve de l'Inde. Les anticipations inflationnistes étant elles aussi élevées, les tensions sur les prix ne devraient refluer que graduellement face à la détente de la demande et à une stabilisation des prix des produits de base. L'amélioration des conditions extérieures et un certain raffermissement des investissements des entreprises devraient engendrer une reprise de la croissance au second semestre de 2012. Les autorités doivent appliquer leur stratégie de réduction accrue du déficit budgétaire afin de soutenir la politique monétaire d'atténuation durable de l'inflation.

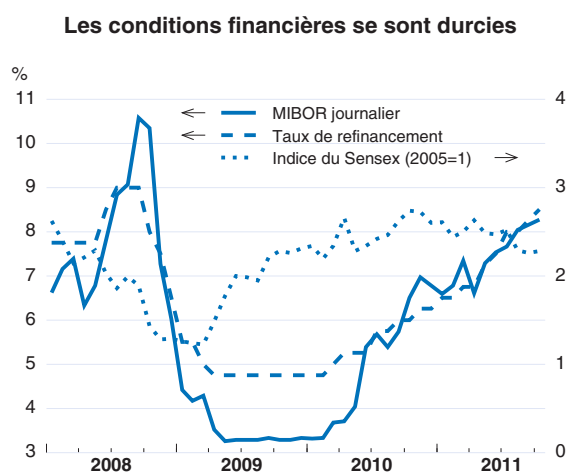
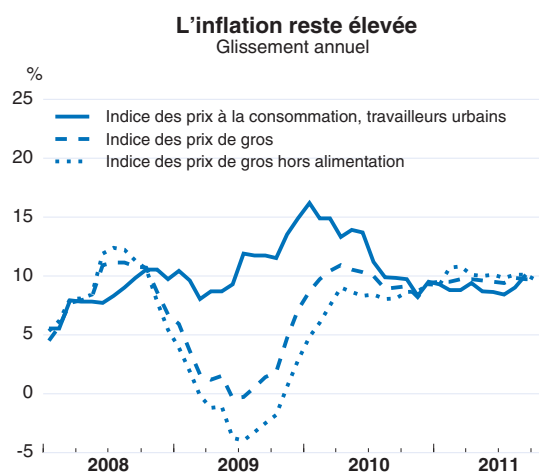
La croissance ralentit, mais l'inflation élevée demeure préoccupante

Après une forte expansion en 2010, la croissance a ralenti tout au long de 2011, au fil de la décélération de la consommation et de l'investissement. Cependant, l'inflation reste élevée et tutoie des taux à deux chiffres depuis plus de 18 mois, marquant ainsi l'une des plus longues périodes de forte inflation de l'époque récente. En outre, avec une hausse des prix manufacturiers non alimentaires de plus de 7 % en glissement annuel, cette inflation demeure généralisée.


Le cycle de politique monétaire a peut-être atteint un point haut

La Banque de réserve de l'Inde a nettement resserré sa politique monétaire. Le taux des prises en pension se situe aujourd'hui à 8,5 %, c'est-à-dire 225 points de base plus haut qu'au début de 2011. Malgré le ralentissement de l'économie, la persistance d'une inflation élevée limite les possibilités d'assouplissement de la politique monétaire. La prudence commande, pour baisser les taux d'intérêt, d'attendre des signes clairs de reflux de l'inflation à des niveaux plus confortables, ce qui n'est pas escompté avant les derniers mois de 2012.

Inde



Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544400>

Inde : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012	2013
Croissance du PIB réel (prix du marché)	9.1	8.8	7.6	7.5	8.4
Déflateur du PIB ¹	7.4	10.5	7.9	7.5	6.5
Indice des prix à la consommation ²	12.4	10.4	8.4	8.0	6.9
Indice des prix de gros (WPI) ³	3.8	9.6	8.8	7.3	6.3
Taux d'intérêt à court terme ⁴	4.8	6.0	8.0	8.4	7.8
Taux d'intérêt à long terme ⁵	7.3	7.9	8.5	8.7	8.2
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-9.5	-6.9	-6.8	-6.3	-5.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	-2.8	-2.6	-2.1	-2.1	-2.0
<i>Pour mémoire: année calendaire</i>					
Croissance du PIB réel	7.0	9.9	7.7	7.2	8.2
Solde budgétaire du gouvernement général ⁶	-9.8	-7.2	-7.1	-6.3	-6.0

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente.

2. Moyenne pondérée des prix à la consommation pour travailleurs industriels, employés non-manuels et ouvriers agricoles.

3. Tous biens.

4. Taux de prise en pension de la Banque centrale d'Inde.

5. Bons du Trésor de dix ans.

6. Solde budgétaire brut des gouvernements centraux et locaux, prêts nets inclus, ainsi que les transferts aux compagnies pétrolières, d'alimentation et d'engrais et les allocations récurrentes de la Commission des salaires, sans les rappels de salaires ni effacement de dettes pour les petits fermiers (% du PIB).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

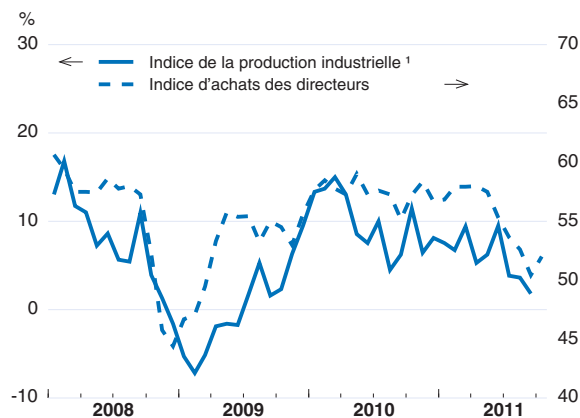
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545901>

Des signes de dérapage budgétaire apparaissent

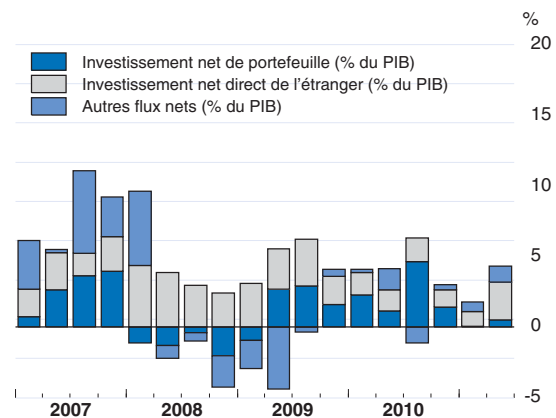
La période 2010-11 a marqué une bonne diminution du déficit de l'administration centrale, qui avoisine 4.7 % du PIB. Mais les dépenses ont progressé cette année plus vite que prévu – les subventions à l'énergie, en particulier, vont probablement être excessives – et le ralentissement de l'activité pèsera sur les recettes. De surcroît, le programme de privatisation du gouvernement a pris beaucoup de retard, et se trouve désormais bridé par une baisse de la confiance des entreprises et par la

Inde

L'activité se modère



Les flux entrants de capitaux restent solides



1. En glissement annuel.

Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932544419>


Inde : Indicateurs extérieurs

	2009	2010	2011	2012	2013
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	274.6	373.3	468.4	520	595
Importations de biens et services	347.4	429.3	543.1	600	684
Balance commerciale	- 72.7	- 56.0	- 74.8	- 80	- 89
Solde des invisibles	34.1	11.6	33.3	32	43
Balance des opérations courantes	- 38.6	- 44.4	- 41.5	- 48	- 54
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	- 5.5	17.9	14.8	7.8	11.3
Importations de biens et services en volume	- 1.8	9.2	19.7	7.9	11.5
Résultats à l'exportation ¹	- 2.2	6.3	8.2	1.5	2.6

Note : Les données se réfèrent à l'exercice comptable commençant en avril.

1. Rapport entre le volume des exportations et le marché à l'exportation pour les biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 90.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932545920>

chute des cours boursiers. Les autorités doivent, pour soutenir l'effort désinflationniste de la politique monétaire, appliquer la stratégie prévue de diminution du déficit en limitant la progression des dépenses.

La croissance devrait rester en demi-teinte un certain temps, et l'inflation ne refluer que graduellement

La production agricole bénéficiera à court terme de la bonne pluviosité de la mousson, mais la baisse de moral des agents économiques et la détérioration de la demande mondiale devraient peser sur la croissance d'autres secteurs. Les effets décalés du net resserrement de la politique monétaire continuant de leur côté à s'accumuler, ils constitueront un frein supplémentaire. On attend vers la fin de 2012 seulement une reprise de l'activité mondiale (et le regain de demande d'exportations indiennes qui l'accompagnera), ainsi qu'une amélioration de la confiance sur le marché intérieur, susceptibles d'étayer une reprise marquée de la croissance. Dans les prochains mois, les répercussions différées de la hausse des prix internationaux du pétrole et la dépréciation récente de la roupie alimenteront les tensions sur les prix. Par ailleurs, des anticipations d'inflation élevée compliqueront la désinflation. Cependant, cette croissance ralentie augmentera les capacités inutilisées, ce qui devrait, compte tenu de la stabilisation présumée des prix des produits de base, alléger progressivement les tensions inflationnistes.

Le déficit de la balance courante devrait se réduire

Les exportations et les importations ont fait preuve d'un grand dynamisme au premier semestre de 2011, mais les échanges devraient fortement ralentir face à l'affaiblissement de la demande intérieure et internationale. Le déficit de la balance courante a récemment diminué grâce principalement à l'amélioration des termes de l'échange. Il devrait conserver, tout au long de 2012 et de 2013, un niveau assez modeste de l'ordre de 2 % du PIB grâce à de nouvelles améliorations mineures des termes de l'échange. La récente recrudescence marquée des entrées nettes d'investissements directs étrangers signale chez les investisseurs étrangers une confiance qui devrait, associée à des taux d'intérêt élevés, pérenniser ces flux de capitaux.

Les risques de détérioration prédominant

Bien qu'une inflation élevée, si elle persistait, menace la crédibilité de la Banque de réserve de l'Inde et ternit les perspectives de croissance à long terme en sapant la confiance et en bridant l'investissement, l'environnement mondial actuel laisse présager un affaiblissement des tensions inflationnistes. Un recul de la demande extérieure plus marqué qu'escompté, ou une défiance intérieure prolongée, pourraient entraîner un net ralentissement de la croissance.

Orientations politiques à suivre en cas de risques négatifs

Pour le cas où ces risques de détérioration se matérialiseraient, l'OCDE énonce, dans le cadre de sa Réponse stratégique, les principales politiques macroéconomiques et réformes structurelles dont la mise en œuvre, souhaitable en tout état de cause, deviendrait essentielle pour renforcer la croissance :

- Compte tenu de la croissance nominale relativement élevée du PIB, la possibilité existe de retarder l'assainissement des finances publiques, d'accepter une dégradation conjoncturelle des recettes fiscales et, si nécessaire, d'instaurer des allègements fiscaux discrétionnaires. Devant la difficulté qu'il y aurait à revenir sur les hausses de dépenses, il conviendrait d'éviter les dépenses discrétionnaires, sauf en cas de dégradation massive des perspectives.
- En cas de report de l'assainissement des finances publiques, la confiance serait stimulée par un renforcement du cadre budgétaire. Les commissions des finances à caractère temporaire devraient être remplacées par une institution permanente chargée de donner des conseils sur les objectifs budgétaires et de suivre de manière indépendante les progrès réalisés. Il faudrait, simultanément, réformer les processus budgétaires afin de fournir des budgets glissants triennaux détaillés qui faciliteraient l'atteinte des objectifs à moyen terme.
- La politique monétaire freine désormais la croissance et il existe une grande marge d'abaissement des taux directeurs en vue de soutenir la demande et de stimuler la confiance. En cas de besoin, on pourrait diminuer les coefficients de réserves obligatoires pour améliorer la liquidité.
- Les autorités devraient mettre en œuvre des programmes de réduction accrue des obstacles à l'investissement direct étranger, en particulier dans les services. De telles actions contribueraient à renforcer la confiance des entreprises, à susciter des entrées de capitaux plus stables et investis à plus long terme, et à favoriser la concurrence, ce qui influerait à la baisse sur l'inflation.
- De nouvelles réformes devraient chercher à limiter l'incertitude réglementaire qui prévaut dans le secteur des infrastructures, afin d'encourager le secteur privé à davantage s'engager et investir. En particulier, il convient de simplifier les procédures d'acquisition foncière pour en réduire la longueur et le coût.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Fédération de Russie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2011 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2011-2-42-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.